

Anhaltende Spannung um Cattenom

Das Vorhaben, die Arcelor-Stahlwerke direkt an das Atomkraftwerk Cattenom anzuschließen, werde von Wirtschaftsminister Jeannot Krecké unterstützt, schreibt Déi Gréng in einer Pressemitteilung. "Damit wird der 20 Jahre alte Widerstand der großen Mehrheit der Luxemburger Bevölkerung gegen das Atomkraftwerk Cattenom gebrochen", entrüstet sich die Partei. Jeannot Krecké versucht derweil, sich an einer klaren Aussage zur umstrittenen Stromleitung vorbeizumogeln. In seiner Antwort auf eine Anfrage des grünen Abgeordneten Henri Kox verweist er auf seinen Amtsvorgänger Henri Grethen. Der habe das Vorhaben gutgeheißen und dem Umweltministerium im Juni 2004 empfohlen, gegebenenfalls eine Genehmigung zu erteilen. Da nunmehr ein Antrag von der Arcelor vorliege, sei es am Umweltministerium, diesen zu prüfen. Das Wirtschaftsministerium habe außerdem eine Studie über neue Leitungen und zur Versorgungssicherheit in Auftrag gegeben. Auf die Frage des Abgeordneten, wie der Wirtschaftsminister prinzipiell zur Direktverbindung nach Cattenom stehe, blieb Jeannot Krecké eine Antwort schuldig.

Tsunami-Spendenwelle

8,7 Millionen Euro hat der Luxemburger Staat bislang für Hilfsaktionen im Zusammenhang mit der Tsunami-Katastrophe ausgegeben. Die Bevölkerung zeigte sich noch großzügiger - schätzungsweise neun Millionen Euro an Tsunami-Spenden sind im gleichen Zeitraum bei den privaten Trägern eingegangen. Für Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz eine "realistische, seriöse und großzügige Anstrengung" Luxemburgs, die auf internationaler Ebene kaum einen Vergleich zu scheuen braucht. Die öffentliche Tsunami-Hilfe beträgt damit etwa fünf Prozent der regulären Hilfe, die sich ihrerseits auf 171 Millionen Euro im Jahre 2003 belief. Ganz anders ist diese Relation bei den privaten Trägern. Für Caritas waren die Tsunami-Spenden so hoch wie das Spendenaufkommen des gesamten Vorjahres. Andere Entwicklungs-NGO wurden noch stärker von der Tsunami-Spendenwelle überschwemmt. Der Kooperationsminister beteuert, den Mehraufwand nicht aus Mitteln zu bestreiten, die anderen Partnerländern zugeordnet waren. Die privaten Organisationen plagt hingegen die Sorge, dass das reguläre Spendenaufkommen in den nächsten Monaten zurückgehen könnte. Da die Tsunami-Spenden zweckgebunden sind, könnten damit die notwendigen Mittel zur Finanzierung anderer Vorhaben, etwa in Afrika, knapp werden.

Droge: Société civile cherche ministre

La société civile était au rendez-vous: l'audition publique du 21 avril à Bruxelles organisée par le Parlement européen pour analyser le projet de plan d'action antidrogue 2005-2008 rassemblait des représentant-e-s des ONG d'aide aux toxicomanes, des usagers de drogues ou leurs proches. Le ministre de la Santé luxembourgeois, représentant le Conseil, ne manqua pas de souligner l'importance de la "concertation entre le monde politique et les gens du terrain". Cependant, au bout d'un quart d'heure, Mars di Bartolomeo quitta déjà la salle, devant participer à une autre réunion sur les drogues. Le Parlement européen avait apparemment réussi le coup de fixer la date de son audition en même temps que la réunion, prévue depuis des mois, du "groupe horizontal drogues" du Conseil. Quoi qu'il en soit, le ministre en charge de la finalisation du plan d'action ne pouvait pas entendre l'auditeur italien qui témoigna cultiver du cannabis pour apaiser les douleurs de son frère cancéreux - pratique illégale dans son pays mais légale aux Pays-Bas - et qui demanda une harmonisation des politiques des Etats membres. Ou encore le maire de Maastricht, ville victime du tourisme de drogues, qui ne mettait cependant pas en doute le système néerlandais de la dépénalisation de l'usage du cannabis, mais le fait que les coffeeshops doivent toujours se procurer leur produits illégalement. A la fin, l'audition elle-même fut un exemple d'école pour un dialogue de sourds. Il est peu probable que l'input de la société civile se répercutera sur le plan d'action qui devra être entériné lors du Conseil de début juin.

A dix semaines du référendum, Philippe Poirier met en garde: il ne faut pas surestimer les chances du "oui".

(photo: privé)



EUROPE

Je t'aime, moi non plus

woxx: Votre étude situe le Luxembourg entre europhilie et euroscepticisme. Qu'entendez-vous par ces termes?

Philippe Poirier: Les europhiles soutiennent le mode de construction européenne fondé sur la méthode communautaire. Fédéralistes, ils considèrent le cadre de l'Etat nation comme dépassé et sont favorables à l'union économique et monétaire. Les eurosceptiques peuvent quant à eux avoir deux approches opposées. Au sud de l'Europe, ils proviennent le plus souvent de la droite, voire de l'extrême droite et sont attachés à la souveraineté de l'Etat nation. Au nord par contre, ce sont souvent les partis à gauche de la social-démocratie ou à la gauche néo-socialiste qui estiment que l'Europe remet en cause l'Etat providence.

Vous révélez que 64 pour cent des Luxembourgeois-e-s sont favorables au maintien du droit de veto, quand il s'agit de défendre les intérêts nationaux. La moyenne européenne se situe à 54 pour cent. Donc, nous ne sommes pas si "europhiles" que ça ...

Tout comme les Pays-Bas, le Luxembourg connaît un fléchissement de son europhilie. L'Union monétaire et économique étant quasiment achevée, nous assistons désormais à une compétition interne entre les économies de l'UE. Le droit de veto, c'est un moyen d'agir économiquement. Prenons le cas des organisations patronales: lors des hearings sur le traité constitutionnel en 2003, elles ont tenu le discours classique du souverainisme libéral.

D'après un sondage post-électoral, deux tiers des Luxembourgeois-e-s se sont désintéressés des élections eu-

ropéennes de 2004. Comment l'expliquez-vous?

C'est surtout dû à la simultanéité des élections nationales et européennes. Une telle constellation relègue ce scrutin à ce qu'on qualifie d'élections de second ordre. De plus, la forte personnalisation des campagnes électorales au Luxembourg ne peut que difficilement faire émerger des thèmes de campagne nationaux ou européens. Le système électoral y est pour quelque chose.

Les doubles candidatures par exemple ...

Qui ne sont pas la meilleure solution pour sensibiliser l'électorat aux questions européennes, en effet. Mais le système se basant sur les votes nominatifs n'y contribue pas non plus. En fait, comme l'élection des députés au parlement européen se déroule dans une circonscription unique et nationale, ce scrutin s'est mué en test de popularité pour les leaders politiques des grandes formations. Regardez les trois grands partis: alors que tout le monde sait que leurs têtes d'affiche ne briguent pas réellement de mandat européen, elles conduisent néan-

moins la campagne. Ce phénomène n'est pas propre au Luxembourg. Il provoque de l'indifférence vis-à-vis des questions européennes.

Ce système ne favorise pas non plus la participation, voire l'élection de candidat-e-s communautaires.

Tout à fait. Les grands partis ne montrent pas vraiment une grande volonté d'intégration des candidats étrangers. Aux dernières élections, ce sont les petites formations qui en ont présenté le plus. L'augmentation du corps électoral communautaire de 15 pour cent aux prochaines élections communales devrait quand même commencer à préoccuper les partis. Il faut avant toutes choses trouver des réponses à la question suivante: comment faire participer politiquement un maximum d'individus sur un territoire donné? N'oublions pas que les deux plus grandes villes du pays, Luxembourg et Esch-sur-Alzette, ont un taux de population étrangère d'au moins 50 pour cent. Finalement, il faudra régler l'épineuse question linguistique; l'espace politique est le dernier domaine de monopole de la langue luxembourgeoise.

Philippe Poirier

Politologue français né en 1971, Philippe Poirier est chercheur à l'Université du Luxembourg. Détenteur d'un double doctorat qu'il a obtenu aux universités d'Ottawa et de Rennes, il concentre actuellement ses travaux sur les élections luxembourgeoises, l'Europe et les interactions entre religions et politique. Auteur de plusieurs contributions sur la vie politique luxembourgeoise, il vient d'éditer, ensemble avec Pascal Delwit, une étude sur les élections européennes de 2004.

Parlement puissant, électeurs absents? Les élections européennes de juin 2004, de Pascal Delwit et Philippe Poirier, Editions de l'Université de Bruxelles

Les citoyen-ne-s sont de plus en plus sévères à l'égard des politiques européennes. Faire ratifier les traités semble toujours moins évident. Pourquoi cette évolution?

Contrairement à la petite musique qu'on nous raconte habituellement, l'espace public européen existe. Nombre de gouvernements et de partis politiques sont les derniers à s'en apercevoir. Ce ne sont d'ailleurs pas eux qui poussent à cette évolution, mais ce qu'on appelle la démocratie horizontale: le mouvement altermondialiste, les réseaux associatifs et d'entreprises, les fondations ... Le niveau de connaissances des décisions politiques européennes croît, et avec lui les débats, les supports voire les contestations. Il est vrai que l'adoption de traités européens n'en sera pas facilitée, mais c'est tout de même un gain en termes de démocratie.

L'Europe serait-elle en train de se politiser?

Bien sûr. Prenons le débat référendaire sur le traité constitutionnel: que ce soit au Luxembourg, en France ou aux Pays-Bas, on s'aperçoit qu'une fois sensibilisés, les gens se saisissent de la question européenne. Le référendum a au moins le mérite d'europhiser le débat politique.

En juillet 2004, 88 pour cent des personnes interrogées dans un sondage de l'Illres se prononçaient en faveur d'un texte constitutionnel pour l'Europe. Récemment, un nouveau sondage fait chuter le "oui" à 59 pour cent. D'où vient cet effritement du "oui"?

Je ne suis pas surpris. D'un côté, l'on retrouve les eurosceptiques parfois proches de l'extrême droite et opposés par principe à l'europhisation de l'espace public. Toutefois, il y a beaucoup d'eurocritiques, favorables à cette europhisation mais partisans d'une autre Europe, d'un autre modèle de construction. Même si ce modèle n'a jamais été unique et qu'il a connu plusieurs renversements, on peut clairement établir un emballement dans une certaine direction dès les années 90.

Le "non" au Luxembourg pourrait-il devenir majoritaire?

Les sciences politiques ne sont pas synonymes de futurologie. Il est toujours très hasardeux d'établir ce genre d'estimations particulièrement lors d'un scrutin référendaire. En revanche, les gens peuvent être fortement influencés par ce qui se passe en France, voire aux Pays-Bas. D'ailleurs, l'évolution du débat sur la constitution dans ces deux pays me fait penser que les sondages surestiment le "oui", ce qui n'est pas pour autant un gage de victoire du "non". Toutefois, une approbation populaire le 10 juillet inférieure à 60 pour cent serait un score très faible pour le Luxembourg traditionnellement europhile. Il est certain qu'il y a une évolution des opinions publiques du "oui" vers le "non". Il ne s'agit pas forcément d'une dérive anti-européenne mais l'expression d'inquiétudes au moment de la grande transformation

Entretien: David Wagner